

Communiqué de presse

Sujet	Participation démocratique au sujet des dépôts en couches géologiques profondes des déchets radioactifs
Questions	Martin Bäumlé, Conseiller national, Tél +41 79 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Boîte postale 367, 3000 Berne 7 Tel +41 31 322 60 57, E-Mail schweiz@grunliberale.ch , www.grunliberale.ch
Date	13 septembre 2012

Les Vert'libéraux regrettent le refus du droit de consultation des cantons pour les dépôts en couches géologiques profondes des déchets radioactifs

Sur un point de vue démocratique, les Vert'libéraux trouvent la décision du Conseil national de ne pas renouveler le droit de consultation des cantons au sujet des dépôts en couches géologiques profondes des déchets radioactifs injustifiée et inadaptée pour la recherche de futurs sites.

Sur la question des dépôts en couches géologiques profondes, il existe toujours plus de questions que de réponses. Les risques primaires de tels dépôts sont les risques géologiques ainsi que la recherche d'une roche d'accueil adaptée. Il est aujourd'hui impossible de garantir la sécurité technologique nécessaire sur une période de 100'000 ans. Un autre problème sont les risques exogènes, comme les risques croissants de tremblements légers et les failles qui en résultent sur la roche d'accueil – nous en sommes notamment conscients grâce à la construction du tunnel du Gothard ou des forages géologiques.

Personne ne sait où se trouvera notre société dans 100'000 ans. Il existe aujourd'hui plus de questions que de réponses à ce sujet et personne ne souhaite avoir un tel dépôt devant sa porte d'entrée. Cependant, toute entité territoriale qui s'appuie sur le nucléaire doit également assurer un dépôt final adapté. Par la décision sur la sortie du nucléaire, nous nous retrouvons face à une quantité de matériel limitée, ce qui permet une solution plus que jamais susceptible de réunir une majorité. Les Vert'libéraux restent cependant convaincus qu'il ne sera jamais possible d'imposer un dépôt à une population qui s'y oppose. Il aurait ainsi fallu adopter les initiatives parlementaires, pour des raisons démocratiques comme de politique quotidienne.